

# LE TEMPS

---

**Dette** Mercredi 24 novembre 2010

## Après l'Irlande, l'Espagne et le Portugal alarment les marchés

Par Yves Genier

### Les bourses chutent, les taux des pays du sud se tendent

La pause a été de très courte durée. Alors que l'Irlande digère à peine le plan de sauvetage conclu dimanche soir, l'inquiétude des marchés financiers s'est reportée mardi sur l'Espagne et le Portugal. Très endettés eux aussi et assis sur des économies en crise, ils se voient désertés par les investisseurs.

Les indicateurs de stress financier étaient tous au rouge mardi. Les bourses européennes ont chuté de 2,4% en moyenne, et même de 3% à Madrid. Les rendements des obligations à 10 ans espagnoles et portugaises se sont fortement tendus de 20 points de base en moyenne. Madrid doit rémunérer ses créanciers à près de 4,9% et Lisbonne plus de 6,7%. Les marchés des dérivés donnent les mêmes signes de tension, qui ont vu repartir à la hausse les primes contre les risques de défaut des obligations (CDS).

L'euro s'est également retrouvé sous pression. Après avoir atteint 1,378 face au dollar lundi matin, il est repassé sous le niveau de 1,34 en fin de journée mardi. «Le répit consécutif au sauvetage de l'Irlande a été plus bref que prévu», a témoigné mardi après-midi un économiste de la banque Syz à Genève, Fabrizio Quirighetti. Outre le fait que le Portugal se retrouve brutalement au centre de l'attention, l'Espagne, que nombre d'économistes considéraient comme moins visée, apparaît comme la véritable cause des alarmes des marchés financiers.

«Un sauvetage du Portugal par l'Union européenne sur le modèle de ce qui s'est fait en Grèce et en Irlande ne serait pas alarmant. Les sommes à engager seraient du même ordre de grandeur», soit une centaine de milliards d'euros par pays, a poursuivi Fabrizio Quirighetti. Et de prévoir que Lisbonne pourrait déposer sa demande d'aide avant la fin du mois de novembre.

«En revanche, si l'Espagne doit être secourue, les montants à avancer devraient être bien plus élevés», s'inquiète le spécialiste. Selon lui, les besoins pourraient avoisiner 200 à 300 milliards d'euros.

«C'est un mécanisme auto-alimenté», a déploré mardi Jean-Christophe Gérard, directeur de l'investissement de HSBC Private Bank à Genève. «Personne ne veut prêter à l'Espagne. Cela élève les taux, accroissant les inquiétudes des marchés. Un jour, la situation deviendra intenable pour Madrid», a-t-il complété. Cerise sur le gâteau, les experts du FMI et de l'UE ont annoncé mardi soir ne pas exclure une rallonge à la Grèce, sans la chiffrer.

### Fuite vers les valeurs sûres

En conséquence, les investisseurs fuient vers les valeurs considérées comme sûres, en premier lieu les emprunts publics allemands, suisses, britanniques et français, dont les rendements se sont détendus. Le franc suisse a repris de l'altitude, s'approchant du niveau de 1,33 pour un euro.

Dans la tourmente, deux nouvelles positives sont passées au second plan. Le PIB révisé américain au troisième trimestre atteint 2,5%, un peu supérieur aux prévisions. Même tendance pour le PIB allemand pour la période de juillet à septembre, qui atteint 3,9% en rythme annuel.

